



Gesetz über die Verfassung Elsaß-Lothringens

vom 31. Mai 1911

(et non pas « Verfassung des Landes Elsaß-Lothringens »)

A la suite de la défaite des troupes françaises lors de la guerre franco-allemande de 1870, le deuxième Reich est proclamé à Versailles le 18 janvier 1871, le roi de Prusse, Guillaume 1er, devenant empereur. Selon les stipulations du traité de préliminaires de paix du 26 février, modifiées par le traité de Francfort du 10 mai 1871, les départements français du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (moins Belfort), ainsi qu'une partie de la Meurthe et de la Moselle sont acquis par le Reich et formeront une terre d'Empire : l'Alsace-Lorraine. Environ 700 000 personnes quitteront la région (vers la France, l'Algérie ou les États-Unis), remplacées par 400 000 allemands.

En 1874, la population envoie 15 députés au Reichstag. Par les lois du 2 mai 1877, puis du 4 juillet 1879, une délégation de pays (Landesausschuss) est créée, qui reçoit le droit de délibérer puis de faire des propositions de lois "nationales" à l'Empereur. En 1911, l'Alsace-Lorraine reçoit une Constitution, qui lui octroie une certaine autonomie avec un Landtag désigné au suffrage universel direct. Ce régime est suspendu dès le début de la Grande Guerre. En novembre 1918, les territoires perdus en 1871 reviennent à la France et forment les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin (sans le Territoire de Belfort qui obtient le statut départemental en 1922) et de la Moselle (dans les limites des territoires récupérés, l'ancien département du même nom n'étant pas reconstitué).

Depuis 1890, les relations entre l'Alsace-Lorraine et l'Allemagne connaissent une certaine détente dont témoigne l'influence croissante des «autonomistes» au détriment des «protestataires». Trois raisons expliquent cette évolution :

- le temps, car les Alsaciens arrivant à l'âge adulte en 1890 n'ont pas connu le régime français ;
- la prospérité économique : le marché allemand offre un débouché rémunérateur aux productions minières, industrielles et agricoles locales ;
- l'anticléricalisme en France, particulièrement virulent entre 1901 et 1906, qui révolte le clergé alsacien lequel avait été, jusqu'alors, l'animateur de la résistance.

Parallèlement, le Gouvernement allemand desserre le régime administratif : le «paragraphe de dictature» est supprimé en 1902, la liberté d'association et le droit de réunion sont reconnus, la parution de journaux en langue française autorisée. En 1911, un nouveau pas est franchi. Cette loi, votée par le *Reichstag*, modifie le statut de l'Alsace-Lorraine et satisfait en partie les revendications des autonomistes.

Daniel LEFEUVRE

Avertissement :

La « Constitution d'Alsace-Lorraine » est une constitution octroyée. Elle est précédée d'un paragraphe qui est omis dans la plupart des éditions disponibles et qui est pourtant fondamentale.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher Kaiser, König von Preußen ec.

verordnen im Namen des Reichs, nach erfolgter Zustimmung des Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

Artikel I. In der Reichsverfassung wird als Artikel 6a folgende Vorschrift eingefügt:

Elsaß-Lothringen führt im Bundesrate drei Stimmen, solange die Vorschriften im Artikel II § 1, § 2 Abs. 1 und 3 des Gesetzes über die Verfassung Elsaß-Lothringens vom 31. Mai 1911 in Kraft sind.

Die elsäß-lothringischen Stimmen werden nicht gezählt, wenn die Präsidialstimme nur durch den Hinzutritt dieser Stimmen die Mehrheit für sich erlangen oder im Sinne des Artikels 7 Abs. 3 Satz 3 den Ausschlag geben würde. Das Gleiche gilt bei der Beschlußfassung über Änderungen der Verfassung.

Elsaß-Lothringen gilt im Sinne des Artikel 6 Abs. 2 und der Artikel 7 und 8 als Bundesstaat.

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, Empereur allemand, roi de Prusse, ordonnons au nom de l'Empire, avec l'assentiment du *Bundesrat* et du *Reichstag*.

Article Premier. – La prescription suivante sera introduite, sous la désignation d'article 6a dans la Constitution de l'Empire :

L'Alsace-Lorraine aura trois voix au Conseil fédéral aussi longtemps que les prescriptions des articles 2, §§ 1-2, alinéas 1 et 3 de la loi constitutionnelle de l'Alsace-Lorraine, du 31 mai 1911, seront en vigueur.

Les voix alsaciennes-lorraines ne seront pas comptées si les voix de l'État principal ne doivent obtenir la majorité qu'avec l'adjonction de ces voix ou si les voix de l'État principal deviennent décisives dans le sens de l'article 7, alinéa 3, phrase 3.

Il en sera de même dans les cas de révision de la Constitution.

L'Alsace-Lorraine compte comme État confédéré dans le sens de l'article 6, alinéa 2 et des articles 7 et 8.

Artikel II.	Article II
Elsaß-Lothringen erhält folgende Verfassung:	L'Alsace-Lorraine reçoit la constitution suivante :
§ 1	§ 1
Die Staatsgewalt in Elsaß-Lothringen übt der Kaiser aus.	Le pouvoir d'État en Alsace-Lorraine est exercé par l'Empereur.
§ 2	§ 2
An der Spitze der Landesregierung steht ein Statthalter, der vom Kaiser unter Gegenzeichnung des Reichskanzler ernannt und abberufen wird.	A la tête du gouvernement se trouve un Statthalter, nommé et révoqué par l'Empereur avec contre-signature du chancelier impérial.
Der Statthalter hat insbesondere die Befugnisse und Obliegenheiten, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes betr. die Verfassung und Verwaltung Elsaß-Lothringens vom 4. Juli 1879 (Reichsgesetzblatt S. 165) durch Gesetze und Verordnungen dem Reichskanzler in elsäß-lothringischen Landesangelegenheiten überwiesen waren. Er ist berichtigt, zu polizeilichen Zwecken die in Elsaß-Lothringen stehenden Truppen in Anspruch zu nehmen.	Le Statthalter détient en particulier les compétences et obligations, qui avant l'entrée en vigueur de la loi relative à la Constitution et l'administration de l'Alsace-Lorraine du 4 juillet 1879 (Journal officiel de l'Empire p. 165) avait été transférées au chancelier de l'Empire par des lois et décrets pour les affaires alsaciennes-lorraines. Il est en droit de recourir aux troupes stationnées en Alsace-Lorraine à des fins de police.
Der Statthalter ernennt und instruiert die Bevollmächtigten des Bundesrats.	Le président nomme et instruit les plénipotentiaires au Conseil fédéral.
Die Anordnungen und Verfügungen des Kaisers bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Gegenzeichnung des Statthalters, der dadurch die Verantwortlichkeit übernimmt.	Les ordonnances et dispositions de l'Empereur nécessitent pour leur validité de la contre-signature du Statthalter qui en prend ainsi la responsabilité.
Der Statthalter residiert in Straßburg.	Le Statthalter réside à Straßburg.
§ 3	§ 3
Der Kaiser kann dem Statthalter landesherrliche Befugnisse übertragen. Der Umfang dieser Übertragung wird durch kaiserliche Verordnung bestimmt, die vom Reichskanzler gegenzuzeichnen ist.	L'Empereur peut déléguer des compétences de souveraineté au Statthalter. L'ampleur de cette délégation est définie par décret impérial nécessitant la contre-signature du chancelier de l'Empire.
	Les ordonnances et dispositions que le Statthalter

Die Anordnungen und Verfügungen, die der Statthalter kraft der ihm zustehenden landesherrlichen Befugnisse erläßt, bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Gegenzeichnung des Staatssekretärs, der dadurch die Verantwortlichkeit übernimmt.

§ 4

Der Statthalter wird, soweit es sich nicht um die Ausübung landesherrlicher Befugnisse handelt, durch den Staatssekretär vertreten. Als Vertreter des Statthalters hat der Staatssekretär die Rechte und die Verantwortlichkeit in dem Umfang, wie ein dem Reichskanzler nach Maßgabe des Gesetzes vom 17. März 1878 (RGBl. S.7) substituierter Stellvertreter sie hat.

Dem Statthalter ist vorbehalten, jede in diesem Bereiche fallende Amtshandlung selbst vorzunehmen.

§ 5

Landesgesetze für Elsaß-Lothringen werden vom Kaiser mit Zustimmung des aus 2 Kammern bestehenden Landtags erlassen. Die Übereinstimmung des Kaisers und beider Kammern ist zu jedem Gesetze erforderlich.

Der Kaiser fertigt die Gesetze aus und ordnet ihre Verkündung an. Sofern nicht in dem verkündeten Gesetz ein anderer Anfangstermin seiner verbindlichen Kraft bestimmt ist, beginnt diese mit dem 14. Tage nach dem Ablauf desjenigen Tages, an welchem das betr. Stück des Gesetzblatts für Elsaß-Lothringen in Straßburg ausgegeben worden ist.

Der Landeshaushalts-Etat wird alljährlich durch Gesetze festgestellt. Die Gesetzentwürfe über die Feststellung des jährlichen Landeshaushalts-Etats werden zuerst der Zweiten Kammer vorgelegt und von der Ersten Kammer im Ganzen angenommen oder abgelehnt. Im Etatsentwurf nicht vorgesehene Ausgaben oder Erhöhungen von Ausgabenposten über den Betrag der von der

décèrète en vertu des compétences de souveraineté lui revenant, nécessitent pour leur validité de la contre-signature du secrétaire d'Etat, qui en prend ainsi la responsabilité.

§ 4

Le Statthalter est représenté par le secrétaire d'Etat, autant qu'il ne s'agisse pas de l'exercice de compétences de souveraineté. En tant que représentant du président, le secrétaire d'Etat détient les droits et la responsabilité de même ampleur qu'un représentant du chancelier de l'Empire selon la loi du 17 mars 1878 (JOE p.7).

Il est à la discrétion du président d'assumer lui-même les charges relevant desdits domaines.

§ 5

Les lois nationales de l'Alsace-Lorraine sont proclamées par l'Empereur avec l'accord du parlement constitué de 2 chambres. L'accord de l'Empereur et des deux chambres est impératif pour toute loi.

L'Empereur prépare les lois et décide de leur proclamation. Dans la mesure où la loi nouvellement proclamée ne précise pas une autre date d'entrée en vigueur, celle-ci intervient avec le 14ème jour suivant celui où le numéro concerné du Journal officiel de l'Alsace-Lorraine aura été diffusé à Straßburg.

Le budget de l'Etat est défini annuellement par la loi. Les projets de loi relatifs à la définition du budget annuel sont d'abord présentés à la Seconde Chambre et approuvés ou refusés dans leur totalité par la Chambre Haute. Les dépenses non prévues dans le projet de budget ou l'augmentation de dépenses au-delà du montant de la somme proposée par le gouvernement peuvent être inscrites au budget par la Chambre

<p>Landesregierung vorgeschlagenen Summe können von der Zweiten Kammer ohne Zustimmung der Regierung in den Etat nicht eingesetzt werden.</p> <p>Steuern und Abgaben für die Staatskasse dürfen nur erhoben werden, soweit sie in den Haushalts-Etat aufgenommen oder durch besondere Gesetze angeordnet sind. Nach dem Ablauf eines Etatjahres bleibt die Landesregierung bis zum Inkrafttreten des neuen Etatgesetzes ermächtigt, Schatzanweisungen auszugeben, soweit die Einnahmen aus den auf besonderen Gesetzen beruhenden Steuern und Abgaben nicht ausreichen, um die rechtlich begründeten Verpflichtungen der Landeskasse zu erfüllen, Bauten, die auf Grund eines dem Landtag vorgelegten und von ihm genehmigten Bauanschlags ausgeführt werden, fortzusetzen und die gesetzlich bestehenden Einrichtungen zu erhalten und fortzuführen.</p> <p style="text-align: center;">§ 6</p> <p>Der ersten Kammer gehören als Mitglieder an:</p> <p>1) Die Bischöfe zu Straßburg und Metz sowie während der Sedisvakanz eines der Bistümer sein ältester Bistumsverweser;</p> <p>Der Präsident des Oberkonsistoriums der Kirche Augsburgischer Konfession;</p> <p>Der Präsident des Synodalvorstandes der reformierten Kirche;</p> <p>Der Präsident des Oberlandesgerichts zu Colmar;</p> <p>2) Ein Vertreter der Kaiser-Wilhelm-Universität Straßburg, den das Plenum der Universität unter denjenigen ordentlichen Professoren wählt, welche zum Halten der Vorlesungen und zur Übernahme von Universitätsämtern verpflichtet sind,</p> <p>ein Vertreter der israelitischen Konsistorien, den diese aus ihrer Mitte wählen,</p>	<p>Haute sans l'accord du gouvernement.</p> <p>Les impôts et redevances pour le Trésor ne peuvent être prélevés que s'ils ont été inscrits au budget ou décrétés par des lois particulières. A l'échéance d'un exercice budgétaire, le gouvernement a le pouvoir - jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi budgétaire - de donner des directives au Trésor, dans la mesure où les recettes des impôts et redevances reposant sur des lois particulières ne suffiraient pas à remplir les obligations légales du Trésor, à poursuivre des constructions devant être entreprises en vertu d'un permis de construire présenté au Parlement et autorisé par lui, ou à entretenir les installations légalement existantes.</p> <p style="text-align: center;">§ 6</p> <p>Appartiennent à la Chambre Haute en tant que membres:</p> <p>1) Les évêques de Straßburg et Metz ainsi qu'en cas de vacance du siège de l'un des évêchés, son vicaire le plus âgé;</p> <p>Le président du Consistoire supérieur de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg;</p> <p>Le président du Conseil synodal de l'Eglise réformée;</p> <p>le président du Tribunal de grande instance de Colmar;</p> <p>2) un représentant de l'Université Kaiser-Wilhelm de Straßburg, élu par le plénum de l'université parmi les professeurs titulaires,</p> <p>un représentant des consistoires israélites, élu en leur sein,</p>
---	--

<p>je ein Vertreter der Städte Straßburg, Metz, Colmar und Mülhausen, den die Gemeinderäte dieser Städte aus ihrer Mitte wählen,</p> <p>je ein von den Handelskammern zu Straßburg, Metz, Colmar und Mülhausen gewählter Vertreter,</p> <p>je 2 vom Landwirtschaftsrat aus im Hauptberuf in der Landwirtschaft tätigen Personen der Bezirke Ober-Elsaß, Unter-Elsaß und Lothringen gewählte Vertreter, deren je einer aus jedem Bezirk bäuerlicher Kleinbesitzer sein muß,</p> <p>2 von der Handelskammer zu Straßburg gewählte Vertreter;</p> <p>3) In Elsaß-Lothringen wohnhafte Reichsangehörige, welche der Kaiser auf Vorschlag des Bundesrats ernennt. Die Zahl der vom Kaiser ernannten Mitglieder darf die der übrigen Mitglieder nicht übersteigen.</p> <p>Die Wahlen der unter 2) genannten Mitglieder sind nach Maßgabe einer zu erlassenden kaiserlichen Wahlordnung vorzunehmen. Wählbar sind nur Reichsangehörige, die in Elsaß-Lothringen ihren Wohnsitz haben und mindestens 30 Jahre alt sind.</p> <p>Zu den unter 2) genannten Mitgliedern treten 3 Vertreter des Arbeiterstandes hinzu, sobald durch Reichs- oder Landesgesetz eine Arbeitervertretung geschaffen ist, der die Wahl dieser Vertreter übertragen werden kann.</p> <p>Die Mitgliedschaft der gewählten und ernannten Mitglieder dauert 5 Jahre von dem Tage an, an welchem ihnen die Wahl oder Ernennung amtlich mitgeteilt worden ist. Vor dem Ablauf dieser Frist erlischt sie mit dem Wegfall der gesetzlichen Voraussetzungen für die Berufung sowie durch Auflösung der 1. Kammer.</p> <p style="text-align: center;">§ 7</p>	<p>un représentant des villes de Straßburg, Metz, Colmar et Mülhausen, que les conseils municipaux de ces villes élisent en leur sein,</p> <p>un représentant élu par les Chambres de commerce de Straßburg, Metz, Colmar et Mülhausen,</p> <p>2 représentants du Conseil agricole choisis parmi les agriculteurs des districts de Haute-Alsace, de Basse-Alsace et de Lorraine - pour chaque district, l'un des deux représentants doit être un petit propriétaire,</p> <p>2 représentants élus de la Chambre de commerce de Straßburg;</p> <p>3) des citoyens de l'Empire résidant en Alsace-Lorraine, que l'Empereur nomme sur proposition du Conseil fédéral. Le nombre des membres nommés par l'Empereur ne doit pas dépasser celui des autres membres.</p> <p>Les élections des membres cités en 2) ont lieu selon une règle électorale définie par décret impérial. Ne sont éligibles que les citoyens de l'Empire ayant leur domicile en Alsace-Lorraine et âgés d'au moins 30 ans.</p> <p>Aux membres cités en 2) s'ajouteront 3 représentants ouvriers dès qu'une représentation ouvrière aura été créée par une loi impériale ou nationale, à laquelle reviendra l'élection de ces représentants.</p> <p>Le mandat des membres élus et nommés dure 5 ans à compter du jour où leur élection ou leur nomination leur aura été communiquée officiellement. Avant échéance de ce délai, celui-ci prend fin avec la perte des conditions légales d'éligibilité ainsi que par la dissolution de la Chambre Haute.</p> <p style="text-align: center;">§ 7</p>
---	--

<p>Die Zweite Kammer geht aus allgemeinen und direkten Wahlen mit geheimer Abstimmung nach Maßgabe eines Wahlgesetzes hervor.</p> <p style="text-align: center;">§ 8</p> <p>Die Abgeordneten der Zweiten Kammer werden in Zeiträumen von 5 Jahren neu gewählt.</p> <p>Die allgemeinen Wahlen finden gleichzeitig für sämtliche Abgeordnete an einem Tage statt, der durch Verordnung des Statthalters festgesetzt und im Gesetzblatt für Els.-Lothr. bekannt gemacht wird.</p> <p>Die Eigenschaft als Abgeordnete erlischt, wenn seit dem Tage der allgemeinen Wahlen 5 Jahre verflossen sind.</p> <p style="text-align: center;">§ 9</p> <p>Über Einsprüche gegen die Gültigkeit der Wahlen der Landtagsmitglieder entscheidet der oberste Verwaltungsgerichtshof, bis zu seiner Errichtung ein Senat des Oberlandesgerichts.</p> <p>Zur Erhebung des Einspruchs ist jeder Wahlberechtigte befugt, der an der betreffenden Wahl teilnehmen durfte, bei Wahlen zur Zweiten Kammer auch jeder Wählbare, der bei der Wahl Stimmen auf sich vereinigt hat. Der Einspruch ist binnen vierzehn Tagen nach der amtlichen Feststellung des Wahlergebnisses bei dem im Abs. 1 bezeichneten Gericht einzulegen und zu rechtfertigen.</p> <p>Jeder Kammer sind die abgeschlossenen Akten über die Wahl ihrer Mitglieder vorzulegen.</p> <p>Entstehen Zweifel darüber, ob die gesetzlichen Voraussetzungen der Mitgliedschaft vorhanden sind, so entscheidet das im Abs. 1 bezeichnete Gericht auf Verlangen der Kammer, der das Mitglied angehört.</p>	<p>La Seconde Chambre est issue d'élections au suffrage universel direct et par vote secret en vertu d'une loi électorale.</p> <p style="text-align: center;">§ 8</p> <p>Les députés de la Seconde Chambre sont élus tous les 5 ans.</p> <p>Les élections générales ont lieu le même jour pour l'ensemble des députés, lequel est fixé par décret du président et rendu public dans le Journal officiel d'Alsace-Lorraine.</p> <p>La qualité de député se perd lorsque 5 années se sont écoulées depuis le jour des élections générales.</p> <p style="text-align: center;">§ 9</p> <p>Le Tribunal administratif suprême est amené à juger des recours contre la validité de l'élection des membres du parlement - jusqu'à son installation, ceci revient à un sénat du Tribunal de grande instance.</p> <p>Tout électeur est compétent pour déposer un recours, qui pouvait participer à l'élection concernée, pour les élections à la Seconde Chambre, également toute personne éligible ayant recueilli des suffrages sur son nom. Le recours est à déposer et à justifier dans les quatorze jours suivants la constatation officielle des résultats, auprès du tribunal mentionné au paragraphe 1.</p> <p>Les dossiers relatifs à l'élection de leurs membres sont à remettre à chaque chambre.</p> <p>En cas de doute quant aux conditions légales du mandat, la décision revient au tribunal mentionné au paragraphe 1 à la demande de la chambre à laquelle appartient le parlementaire.</p>
--	---

<p style="text-align: center;">§10</p> <p>Beamte bedürfen keines Urlaubs zum Eintritt in den Landtag.</p> <p>Wenn ein Mitglied der Zweiten Kammer ein besoldetes Reichs- oder Staatsamt annimmt oder im Reichs- oder Staatsdienst in ein Amt eintritt, mit dem ein höherer Rang oder ein höheres Gehalt verbunden ist, so verliert er Sitz und Stimme und kann beides nur durch neue Wahl wieder erlangen.</p>	<p style="text-align: center;">§10</p> <p>Les fonctionnaires n'ont besoin d'aucun congé pour siéger au parlement.</p> <p>Si un membre de la Seconde Chambre accède à une charge d'Empire ou d'Etat rémunérée ou accède à une fonction au service de l'Empire ou de l'Etat en relation avec un rang ou une rémunération plus élevés, il perd son siège et sa voix et ne peut les réobtenir que par une nouvelle élection.</p>
<p style="text-align: center;">§ 11</p> <p>Dem Kaiser steht es zu, die Kammern zu berufen, zu eröffnen, zu vertagen, zu schließen und aufzulösen.</p> <p>Beide Kammern werden gleichzeitig berufen, eröffnet, vertagt und geschlossen.</p> <p>Die Berufung des Landtags findet alljährlich statt.</p> <p>Die Auflösung nur einer Kammer hat für die andere den Schluß der Sitzungsperiode zur Folge.</p>	<p style="text-align: center;">§ 11</p> <p>Il revient à l'Empereur de convoquer, d'ouvrir, de suspendre, de clore et de dissoudre les chambres.</p> <p>Les deux chambres sont convoquées, ouvertes, suspendues et closes simultanément.</p> <p>La convocation du parlement a lieu chaque année.</p> <p>La dissolution d'une seule chambre a pour conséquence la suspension de la session de l'autre.</p>
<p style="text-align: center;">§ 12</p> <p>Ohne Zustimmung des Landtags darf dessen Vertagung die Frist von 30 Tagen nicht übersteigen und während derselben Sitzungsperiode nicht wiederholt werden.</p> <p>Im Falle der Auflösung muß der Landtag binnen 90 Tagen wieder versammelt werden.</p>	<p style="text-align: center;">§ 12</p> <p>Sans l'accord du parlement, sa suspension ne peut dépasser un délai de 30 jours et ne peut être réitérée pendant la même session.</p> <p>En cas de dissolution, le parlement doit être à nouveau réuni dans les 90 jours.</p>
<p style="text-align: center;">§ 13</p> <p>Jede Kammer regelt ihren Geschäftsgang und ihre Disziplin durch eine Geschäftsordnung und ihren Präsidenten, ihre Vizepräsidenten und</p>	<p style="text-align: center;">§ 13</p> <p>Chaque chambre ordonne sa procédure et sa discipline selon un règlement intérieur et par son président, ses vice-présidents et son rapporteur.</p>

Schriftführer.	
<p style="text-align: center;">§ 14</p> <p>Die Mitglieder des Landtags schwören bei ihrem Eintritt in die Kammer Gehorsam der Verfassung und Treue dem Kaiser.</p>	<p style="text-align: center;">§ 14</p> <p>Les membres du parlement jurent lors de leur entrée à la Chambre, obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur.</p>
<p style="text-align: center;">§ 15</p> <p>Die Verhandlungen des Landtags sind öffentlich. Die Geschäftssprache ist deutsch.</p>	<p style="text-align: center;">§ 15</p> <p>Les délibérations du parlement son publiques. L'allemand est la langue officielle.</p>
<p>Wahrheitsgetreue Berichte über Verhandlungen in den öffentlichen Sitzungen des Landtags bleiben von jeder Verantwortlichkeit frei.</p>	<p>Les rapports fidèles quant aux délibérations des séances publiques du parlement ne sauraient être remis en cause.</p>
<p style="text-align: center;">§ 16</p> <p>Innerhalb des Bereichs der Landesgesetzgebung steht neben dem Kaiser jeder der beiden Kammern das Recht zu, Gesetze vorzuschlagen.</p> <p>Gesetzesvorschläge, welche durch eine der Kammern oder den Kaiser verworfen worden sind, können in der selben Sitzungsperiode nicht wieder vorgebracht werden.</p>	<p style="text-align: center;">§ 16</p> <p>Dans le domaine législatif, il appartient - en dehors de l'Empereur - aux deux chambres de proposer des lois.</p> <p>Les propositions de loi ayant été rejetées soit par l'Empereur soit par l'une des chambres, ne peuvent être représentées durant la même session.</p>
<p>Jede Kammer hat das Recht, Interpellationen an die Regierung zu richten und an sie gerichtete Petitionen der Regierung zu überweisen.</p>	<p>Chaque chambre a le droit d'interpeller le gouvernement et de lui transmettre les pétitions qui lui ont été adressées.</p>
<p style="text-align: center;">§ 17</p> <p>Die Mitglieder des Ministeriums und die zu ihrer Vertretung abgeordneten Beamten haben das Recht, bei den Verhandlungen der Kammern sowie in deren Abteilungen und Kommissionen gegenwärtig zu sein. Sie müssen auf ihr Verlangen jederzeit gehört werden.</p>	<p style="text-align: center;">§ 17</p> <p>Les membres du ministère et les fonctionnaires délégués pour leur représentation ont le droit d'assister aux délibérations des chambres ainsi qu'à leurs délégations et commissions. Ils doivent être entendus à tout moment sur leur demande.</p>

<p style="text-align: center;">§ 18</p> <p style="text-align: center;">Die Kammern beschließen nach absoluter Stimmenmehrheit. Zur Gültigkeit der Beschlußfassung ist in der ersten Kammer die Anwesenheit von mindestens 23 Mitglieder, in der Zweiten Kammer die Anwesenheit der Mehrheit der gesetzlichen Anzahl ihrer Mitglieder erforderlich.</p>	<p style="text-align: center;">§ 18</p> <p style="text-align: center;">Les chambres votent à la majorité absolue des voix. Pour la validité d'une décision, la présence d'au moins 23 membres est nécessaire dans la Chambre Haute, la présence de la majorité du nombre légal de ses membres dans la Seconde Chambre.</p>
<p style="text-align: center;">§ 19</p> <p style="text-align: center;">Die Mitglieder des Landtags sind Vertreter des ganzen Volkes und an Aufträge und Instruktionen nicht gebunden. Niemand kann Mitglied beider Kammern sein.</p>	<p style="text-align: center;">§ 19</p> <p style="text-align: center;">Les membres du parlement représentent l'ensemble du peuple, ils ne sont pas tenus à des mandats ou instructions. Nul ne peut être membre des deux chambres.</p>
<p style="text-align: center;">§ 20</p> <p style="text-align: center;">Kein Mitglied des Landtags darf zu irgend einer Zeit wegen seiner Abstimmung oder wegen der in Ausübung seines Berufs getanen Äußerungen gerichtlich oder disziplinarisch verfolgt oder sonst außerhalb der Versammlung zur Verantwortung gezogen werden-</p>	<p style="text-align: center;">§ 20</p> <p style="text-align: center;">Au membre du parlement ne peut à aucun moment être poursuivi judiciairement ou disciplinairement ou être rendu responsable hors de l'assemblée en raison de son vote ou en raison de ses déclarations effectuées dans l'exercice de son mandat.</p>
<p style="text-align: center;">§ 21</p> <p style="text-align: center;">Kein Mitglied einer Kammer kann ohne deren Genehmigung während der Sitzungsperiode wegen einer mit Strafe bedrohten Handlung zur Untersuchung gezogen oder verhaftet werden, außer wenn es bei Ausübung der Tat oder im Laufe des nächstfolgenden Tages ergriffen wird.</p> <p style="text-align: center;">Jedes Strafverfahren gegen ein Mitglied einer Kammer sowie jede Untersuchungshaft wird für die Dauer der Sitzungsperiode aufgehoben, wenn die Kammer es verlangt.</p>	<p style="text-align: center;">§ 21</p> <p style="text-align: center;">Aucun membre d'une chambre ne peut faire l'objet d'une enquête pénale ou être arrêté sans l'autorisation de celle-ci pendant une session, sauf s'il a été pris sur le fait ou au cours du jour ayant suivi le délit.</p> <p style="text-align: center;">Tout procès pénal ainsi que tout détention préventive contre un membre d'une chambre est suspendu pour la durée de la session, si la chambre le réclame.</p>
<p style="text-align: center;">§ 22</p> <p style="text-align: center;">Die Mitglieder des Landtags erhalten eine Entschädigung nach Maßgabe eines</p>	<p style="text-align: center;">§ 22</p> <p style="text-align: center;">Les membres du parlement perçoivent une indemnité en vertu d'une loi nationale.</p>

<p style="text-align: center;">Landesgesetzes.</p> <p>Bis zum Erlasse dieses Gesetzes, längstens jedoch bis zum 1. Juli 1912, erhalten sie die bisher den Mitgliedern des Landesausschusses zustehende Entschädigung.</p> <p style="text-align: center;">§ 23</p> <p>Der Kaiser kann, während der Landtag nicht versammelt ist, Verordnungen mit Gesetzeskraft erlassen, wenn die Aufrechterhaltung der öffentlichen Sicherheit oder die Beseitigung eines ungewöhnlichen Notstandes es dringend erfordert.</p> <p>Diese Verordnungen sind dem Landtag bei seinem nächsten Zusammentreten zur Genehmigung vorzulegen. Sie treten außer Kraft, sobald der Landtag die Genehmigung versagt.</p> <p style="text-align: center;">§ 24</p> <p>In Elsaß-Lothringen dürfen Eisenbahnen, die dem öffentlichen Verkehre dienen, nur vom Reiche, oder mit dessen Zustimmung gebaut werden.</p> <p>Soweit das Reich selbst Eisenbahnen baut und betreibt, steht die Ausübung der auf den Bau und Betrieb der Eisenbahnen sich beziehenden Rechte der Reichsverwaltung zu. Entstehen über den Umfang dieser Rechte Meinungsverschiedenheiten zwischen der Reichs- und der Landesverwaltung, so entscheidet hierüber der Bundesrat.</p> <p>Werden durch den Bau neuer oder die Veränderung bestehender Eisenbahnen die Verkehrsinteressen des Landes berührt oder wird durch die Herstellung neuer oder die Veränderung bestehender Eisenbahnanlagen in den Geschäftsbereich der Landespolizei eingegriffen, so dürfen die Entscheidungen der Reichsverwaltung nur nach Anhörung der Landesbehörden ergehen. Das Gleiche gilt für die Entscheidungen über die Zulässigkeit der Enteignung. In den Entscheidungen ist festzustellen, daß die Landesbehörden gehört sind.</p>	<p>Jusqu'à proclamation de cette loi et au plus tard jusqu'au 1er juillet 1912, ils perçoivent l'indemnité revenant jusqu'alors aux membres de la commission nationale.</p> <p style="text-align: center;">§ 23</p> <p>L'Empereur peut, lorsque le parlement ne siège pas, proclamer des ordonnances avec force de loi si le maintien de la sécurité publiques ou l'élimination d'un danger exceptionnel l'exige urgemment.</p> <p>Ces ordonnances doivent être présentées pour autorisation au parlement lors sa prochaine réunion. Elles perdent toute force de loi, dès que le parlement en refuse l'autorisation.</p> <p style="text-align: center;">§ 24</p> <p>En Alsace-Lorraine, les chemins de fer servant aux transports publics, ne doivent être bâtis qu'avec l'approbation de l'Empire.</p> <p>Dans la mesure où l'Empire bâtit et gère lui-même les chemins de fer, l'exercice des droits relatifs à la construction et à la gestion des chemins de fer revient à l'administration de l'Empire. En cas de différends quant à l'ampleur de ces droits entres les administrations impériales et nationales, la décision en reviendra au Conseil fédéral.</p> <p>Si les intérêts du pays en matières de transports étaient touchés par la construction de nouvelles lignes de chemin de fer ou par la modification de lignes existantes, et s'il y avait intervention par la construction de nouvelles lignes ou la modification de lignes existantes dans la politique nationale, les décisions de l'administration impériale ne peut être prises qu'après concertation avec les autorités nationales. Il en est de même pour les décisions quant à la validité des expropriations. Le fait que les autorités nationales aient été concertées doit figurer dans lesdites décisions..</p>
--	--

<p style="text-align: center;">§ 24.a</p> <p style="text-align: center;">Das Gesetz betr. die Gleichberechtigung der Konfessionen in bürgerlicher und staatsbürgerlicher Beziehung vom 3. Juli 1869 wird in Elsaß-Lothringen eingeführt.</p> <p style="text-align: center;">§ 24.b</p> <p style="text-align: center;">Die amtliche Geschäftssprache der Behörden und öffentlichen Körperschaften sowie die Unterrichtssprache in den Schulen des Landes ist die deutsche.</p> <p style="text-align: center;">In Landesteilen mit überwiegend französischsprachiger Bevölkerung können auch fernerhin Ausnahmen zu Gunsten der französischen Geschäftssprache nach Maßgabe des Gesetzes betr. die amtliche Geschäftssprache vom 31. März 1872 zugelassen werden. Desgleichen kann der Statthalter den Gebrauch des Französischen als Unterrichtssprache entsprechend der bisherigen Übung auf Grund des §4 des Gesetzes betr. das Unterrichtswesen, vom 12. Februar 1873, auch fernerhin zulassen.</p> <p style="text-align: center;">§ 25</p> <p style="text-align: center;">Aufgehoben werden:</p> <p style="text-align: center;">§§ 3 und 4 des Gesetzes, betreffend die Vereinigung von Elsaß und Lothringen mit dem Deutschen Reiche, von 9. Juni 1871,</p> <p style="text-align: center;">§ 2 Abs. 1 des Gesetzes betreffend die Verkündung des Gesetzes und Verordnung, vom 3. Juli 1871,</p> <p style="text-align: center;">§ 10 Abs. 2 des Gesetzes, betreffend die Einrichtung der Verwaltung, vom 30. Dezember 1871,</p> <p style="text-align: center;">§ 8 des Gesetzes, betreffend die Einführung der Verfassung des Deutschen Reichs in Elsaß-Lothringen, vom 25. Juni 1873,</p>	<p style="text-align: center;">§ 24.a</p> <p style="text-align: center;">La loi relative à l'égalité de traitement des confessions au regard du code civil du 3 juillet 1869 est introduite en Alsace-Lorraine.</p> <p style="text-align: center;">§ 24.b</p> <p style="text-align: center;">La langue officielle des autorités et des institutions publiques ainsi que la langue d'enseignement dans les écoles du pays est l'allemand.</p> <p style="text-align: center;">Dans les régions où la majorité de la population est francophone, des exceptions peuvent être autorisées au profit de la langue française en vertu de la loi relative à la langue officielle du 31 mars 1872. De même, le Statthalter peut autoriser l'usage du français comme langue d'enseignement conformément à l'usage précédent en vertu de l'art.4 de la loi relative à l'enseignement du 12 février 1873.</p> <p style="text-align: center;">§ 25</p> <p style="text-align: center;">Sont supprimés:</p> <p style="text-align: center;">les art.3 et 4 de la loi relative à la réunification de l'Alsace-Lorraine avec l'Empire allemand du 9 juin 1871,</p> <p style="text-align: center;">l'art.2 paragraphe 1 de la loi relative ?à la proclamation des lois et décret du 3 juillet 1871,</p> <p style="text-align: center;">l'art.10 paragraphe 2 de la loi relative à l'installation de l'administration du 30 décembre 1871,</p> <p style="text-align: center;">l'art.8 de la loi relative à l'introduction de la Constitution de l'Empire allemand en Alsace-Lorraine du 25 juin 1873,</p>
---	---

<p>das Gesetz, betreffend die Landesgesetzgebung von Elsaß-Lothringen, vom 2. Mai 1877,</p> <p>§§ 1, 2, 4, 7, 9, 10, 12 bis 21 und § 22 Satz 2 des Gesetzes, betreffend die Verfassung und die Verwaltung Elsaß-Lothringens, vom 4. Juli 1879,</p> <p>das Gesetz, betreffend die Öffentlichkeit der Verhandlungen und die Geschäftssprache des Landesausschusses für Elsaß-Lothringen, vom 23. Mai 1881 und</p> <p>das Gesetz, betreffend die Anwendung abgeänderter Reichsgesetze auf landesgesetzliche Angelegenheiten Elsaß-Lothringens, vom 7. Juli 1887,</p> <p>sowie ferner:</p> <p>der Allerhöchste Erlaß, betreffend die Einrichtung eines beratenden Landesausschusses für Elsaß-Lothringen, vom 29. Oktober 1874,</p> <p>§§ 1 und 2 der Verordnung zur Ausführung des Allerhöchsten Erlasses vom 29. Oktober 1874, betreffend die Einrichtung eines beratenden Landesausschusses für Elsaß-Lothringen, vom 23. März 1875,</p> <p>der Allerhöchste Erlaß, betreffend die Wahl eines zweiten Stellvertreters des Vorsitzenden des Landesausschusses für Elsaß-Lothringen, vom 13. Februar 1877,</p> <p>die Verordnung, betreffend die Wahlen zum Landesausschusse, vom 1. Oktober 1879 und</p> <p>§ 2 Ziffer I, § 7 der Verordnung, betreffend Erweiterung der Zuständigkeit des Kaiserlichen Rats, vom 22. April 1902.</p> <p>§ 26</p> <p>Wo in Gesetzen oder Verordnungen vom Landesausschuß die Rede ist, ist die Zweite Kammer zu verstehen.</p> <p>Dieses Gesetz tritt hinsichtlich der Bestimmungen</p>	<p>la loi relative à la législation nationale de l'Alsace-Lorraine du 2 mai 1877,</p> <p>les art.1, 2, 4, 7, 9, 10, 12 à 21 et art.22 phrase 2 de la loi relative à la Constitution et à l'administration de l'Alsace-Lorraine du 4 juillet 1879,</p> <p>la loi relative à la publicité des délibérations et à la langue officielle de la Commission nationale de l'Alsace-Lorraine du 23 mai 1881 et</p> <p>la loi relative à l'application de lois d'Empire modifiées au spécificités nationales de l'Alsace-Lorraine du 7 juillet 1887,</p> <p>ainsi que:</p> <p>le décret relatif à l'installation d'une Commission national consultative du 29 octobre 1874,</p> <p>les art.1 et 2 de l'ordonnance d'application du décret du 29 octobre 1874 relatif à l'installation d'une Commission national consultative du 23 mars 1875,</p> <p>le décret relatif à l'élection d'un second représentant du président de la Commission nationale de l'Alsace-Lorraine du 13 février 1877,</p> <p>l'ordonnance relative aux élections à la Commission nationale du 1er octobre 1879 et</p> <p>l'art.2 chiffre I, et l'art.7 de l'ordonnance relative à l'extension de la compétence du Conseil impériale du 22 avril 1902.</p> <p>§ 26</p> <p>Lorsque dans des lois ou ordonnances il est question de la Commission nationale, il faut comprendre la Seconde Chambre.</p> <p>Cette loi entre en vigueur en fonction des</p>
---	--

über die Bildung des Landtags (Art. 2 § 6 Abs. 1, 2 § 7, § 8 Abs. 2, § 9) mit dem Tage seiner Verkündung, im Übrigen an einem durch kaiserliche Verordnung festzusetzenden Tage, spätestens am 1. Januar 1912 in Kraft.

Es kann nur durch Reichsgesetz aufgehoben oder abgeändert werden.

Gegeben: Neues Palais, den 31. Mai 1911

Wilhelm
von Bethmann Hollweg

**Gesetz über die Wahlen zur zweiten
Kammer des Landtags für Elsaß-Lothringen
vom 31. Mai 1911**

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden Deutscher
Kaiser, König von Preußen ec.

verordnen im Namen des Reichs für Elsaß-
Lothringen, nach erfolgter Zustimmung des
Bundesrats und des Reichstags, was folgt:

§ 1. Die zweite Kammer wird aus 60
Abgeordneten gebildet.

Hiervon entfallen:

auf den Kreis Altkirch	2 Abgeordnete
auf den Kreis Colmar	3 Abgeordnete
auf den Kreis Gebweiler	2 Abgeordnete
auf den Kreis Mülhausen Abgeordnete	6
auf den Kreis Rappoltswiler Abgeordnete	2
auf den Kreis Thann Abgeordnete	2
auf den Kreis Straßburg-Stadt Abgeordnete	6
auf den Kreis Straßburg-Land Abgeordnete	3
auf den Kreis Erstein	2

dispositions quant à la composition du parlement (art.2 paragraphe 6 alinéa. 1, 2 paragraphe 7, paragraphe 8 alinéa 2, paragraphe 9) le jour de sa proclamation, pour le reste à une date fixée par ordonnance impériale et au plus tard le 1er janvier 1912.

Elle ne peut être supprimée ou modifiée que par une loi d'Empire.

Donnée : Neues Palais, le 31 mai 1911

Wilhelm
von Bethmann Hollweg

Abgeordnete	
auf den Kreis Hagenau Abgeordnete	3
auf den Kreis Molsheim Abgeordnete	2
auf den Kreis Schlettstadt Abgeordnete	2
auf den Kreis Weißenburg Abgeordnete	2
auf den Kreis Zabern Abgeordnete	3
auf den Kreis Metz-Stadt Abgeordnete	2
auf den Kreis Metz-Land Abgeordnete	3
auf den Kreis Bolchen Abgeordnete	2
auf den Kreis Chateau-Salins Abgeordnete	2
auf den Kreis Diedenhofen-Ost Abgeordnete	2
auf den Kreis Diedenhofen-West Abgeordnete	2
auf den Kreis Forbach Abgeordnete	3
auf den Kreis Saarburg Abgeordnete	2
auf den Kreis Saargemünd Abgeordnete	2
	60
Abgeordnete	
<p>Jeder Abgeordnete wird in einem besonderen Wahlkreis gewählt.</p> <p>Innerhalb der einzelnen Verwaltungskreise werden die Wahlkreise durch Kaiserliche Verordnung mit Zustimmung des Bundesrats unter tunlichster Anlehnung an die bestehende Kantonaleinteilung in der Weise abgegrenzt, daß die Bevölkerung des Verwaltungskreises möglichst gleichmäßig auf die einzelnen Wahlkreise verteilt wird. Die Wahlkreise müssen örtlich zusammenhängen.</p> <p>§ 2. Wahlberechtigt sind die männlichen Einwohner Elsaß-Lothringens, sofern sie im</p>	

Zeitpunkt der Wahl

1. im Besitze der Reichsangehörigkeit sind,
2. das 25. Lebensjahr zurückgelegt und
3. seit mindestens drei Jahren ihren Wohnsitz in Elsaß-Lothringen haben. Es genügt jedoch der Wohnsitz von einjähriger Dauer für die Einwohner, die in Elsaß-Lothringen ein öffentliches Amt ausüben, Religionsdiener oder Lehrer an öffentlichen Schulen sind.

Die Berechtigung zum Wählen ruht für die zum aktiven Heere gehörigen Militärpersonen mit Ausnahme der Militärbeamten.

Von der Berechtigung zum Wählen sind ausgeschlossen:

1. Personen, welche entmündigt oder unter vorläufige Vormundschaft gestellt sind, für die Dauer der Entmündigung oder Vormundschaft,
2. Personen, über deren Vermögen der Konkurs eröffnet worden ist, während der Dauer des Konkursverfahrens,
3. Personen, welche bei Abschluß der Wählerliste mit den für die letzten beiden Rechnungsjahre fälligen direkten Staatssteuern oder Gemeindeabgaben trotz rechtzeitiger Mahnung, und ohne Stundung erhalten zu haben, ganz oder zum Teil im Rückstand sind,
4. Personen, welche wegen eines Verbrechens oder wegen eines Vergehens, das die Aberkennung der bürgerlichen Ehrenrechte zur Folge haben kann, zu einer Zuchthaus- oder Gefängnisstrafe rechtskräftig verurteilt worden sind, für die Dauer von fünf Jahren, von dem Tage an gerechnet, an welchem die Strafe verbüßt, verjährt oder erlassen ist, sofern nicht der Verlust der bürgerlichen Ehrenrechte auf eine längere Dauer ausgesprochen ist,
5. Personen, welche eine Armenunterstützung aus öffentlichen Mitteln beziehen, oder in dem letzten der Wahl vorhergegangenen Jahre bezogen haben.

Als Armenunterstützung sind nicht anzusehen:

- a) die Krankenunterstützung,
- b) die einem Angehörigen wegen körperlicher oder geistiger Gebrechen gewährte Anstaltspflege,

c) Unterstützungen zum Zwecke der Jugendfürsorge, der Erziehung oder Ausbildung für einen Beruf,

d) sonstige Unterstützungen, wenn sie nur in der Form vereinzelter Leistungen zur Hebung einer augenblicklichen Notlage gewährt sind,

e) Unterstützungen, die erstattet sind.

Das Wahlrecht darf nur in der Gemeinde ausgeübt werden, in der der Wahlberechtigte seit mindestens einem Jahre seinen Wohnsitz hat. Kein Wähler darf das Wahlrecht an mehr als einem Orte ausüben.

§ 3. Jeder Wahlberechtigte hat eine Stimme.

§ 4. Wählbar sind die männlichen Einwohner Elsaß-Lothringens, welche seit mindestens drei Jahren die Reichsangehörigkeit besitzen, ebensolange in Elsaß-Lothringen ihren Wohnsitz haben, eine direkte Staatssteuer entrichten und das 30. Lebensjahr vollendet haben.

Die Ausschließungsgründe des § 2 Abs. 3 gelten auch für die Wählbarkeit.

§ 5. Die Wahl erfolgt gemeindeweise auf Grund von Listen, welche die Wahlberechtigten der Gemeinde enthalten und ihre durch § 2 dieses Gesetzes geforderten Eigenschaften angeben (Wählerlisten).

Sind aus einer Gemeinde mehrere Wahlkreise gebildet, so erfolgt die Aufstellung der Wählerliste der Gemeinde gesondert für die einzelnen Wahlkreise. Die Listen werden von dem Bürgermeister und zwei von dem Gemeinderat aus seiner Mitte zu bezeichnenden Mitgliedern aufgestellt und spätestens sechs Wochen vor dem zur Wahl bestimmten Tage während einer Woche zu jedermanns Einsicht ausgelegt. Spätestens drei Tage vorher ist zur öffentlichen Kenntnis zu bringen, wann und wo dies geschieht.

Einwendungen gegen die Richtigkeit der Wählerliste müssen, während die Liste zur Einsicht ausliegt, bei dem Bürgermeister eingereicht oder zu Protokoll erklärt werden. Befugt zur Erhebung von Einwendungen ist jeder Wahlberechtigte

sowie die Gemeindeaufsichtsbehörde.

Über die Einwendungen wird innerhalb fünf Tagen durch den Bürgermeister und die zwei im Abs. 2 bezeichneten Gemeinderatsmitglieder nach Stimmenmehrheit entschieden. Gegen diese Entscheidung kann Beschwerde erhoben werden. Die Beschwerde ist innerhalb drei Tagen nach Zustellung der Entscheidung durch Erklärung auf der Gerichtsschreiberei des Amtsgerichts einzulegen und durch das Amtsgericht innerhalb fünf Tagen zu entscheiden.

Gegen die Entscheidung des Amtsgerichts steht den Beteiligten weitere Beschwerde an das Landgericht zu, welches endgültig entscheidet. Die Beschwerde ist in der Frist von drei Tagen nach Zustellung der Entscheidung auf der Gerichtsschreiberei des Landgerichts einzulegen. Die Entscheidung ist binnen fünf Tagen zu treffen, dem Beschwerdeführer und dem Bürgermeister mitzuteilen und von letzterem in der Wählerliste zu berücksichtigen.

Das Verfahren ist frei von Gerichtsgebühren.

Nach Ablauf der Auslegefrist wird die Liste vorbehaltlich derjenigen Änderungen, welche infolge der Entscheidung über erhobene Einwendungen notwendig werden, geschlossen.

Den in der Wählerliste eingetragenen Wahlberechtigten werden alsbald Ausweiskarten übersandt.

§ 6. Mit Genehmigung der Gemeindeaufsichtsbehörde kann der Bürgermeister zum Zwecke der Stimmabgabe die Gemeinde in Stimmbezirke einteilen. Wer bei Schluß der Wählerliste dem Stimmbezirk, in dem er seinen Wohnsitz hat, noch nicht drei Monate angehört, wählt in dem Stimmbezirk in dem er drei Monate vor Schluß der Wählerliste seinen Wohnsitz gehabt hat. Diese Vorschrift ist entsprechend anzuwenden, wenn ein Wahlberechtigter seinen Wohnsitz innerhalb der Gemeinde aus einem Wahlkreis in einen anderen verlegt.

§ 7. Die Berufung der Wahlberechtigten zur Wahl

erfolgt durch den Bürgermeister mindestens acht Tage vor dem Wahltag mittels ortsüblicher Bekanntmachung. Die Bekanntmachung muß den Raum, in dem die Wahl stattfindet, Tag, Stunde und Dauer der Wahl und, falls die Gemeinde in Stimmbezirke eingeteilt ist, deren Abgrenzung bezeichnen.

Die Wahl dauert mindestens vier Stunden und höchstens acht Stunden; sie darf nicht vor 10 Uhr Morgens beginnen, der Schluß muß spätestens auf 6 Uhr Abends festgesetzt werden.

Der Wahltag muß ein Sonntag sein.

§ 8. Das Wahlrecht wird in Person durch Abgabe eines Stimmzettels in eine geschlossene Wahlurne ausgeübt. Die Wahlurnen sollen den im Verordnungswege zu erlassenden Normativbestimmungen entsprechen.

Jeder Stimmzettel muß von weißem Papier sein, darf kein äußeres Kennzeichen aufweisen, und ist von dem Wähler in einem mit amtlichem Stempel versehenen Umschlag, der sonst kein Kennzeichen haben darf, abzugeben.

§ 9. Die Wahl sowie die Ermittlung des Wahlergebnisses erfolgt öffentlich.

§ 10. Gewählt ist, wer im Wahlkreis die meisten Stimmen und zugleich mehr als die Hälfte der abgegebenen gültigen Stimmen erhalten hat.

Soweit sich keine solche Stimmenmehrheit ergibt, findet am siebenten Tage nach der Hauptwahl eine Nachwahl statt. Gewählt ist bei der Nachwahl, wer die meisten gültigen Stimmen erhalten hat. Bei Stimmgleichheit entscheidet das Los.

§ 11. Wird die Wahl abgelehnt oder für ungültig erklärt oder scheidet ein Mitglied während der Wahlperiode aus, so findet sofort eine Ersatzwahl statt.

Bei einer Ersatzwahl, die innerhalb eines Jahres nach einer Wahl stattfindet, für welche die

<p>Wählerliste neu aufgestellt war, bedarf es einer neuen Aufstellung der Wählerliste nicht.</p> <p>§ 12. Den Aufwand für die Anfertigung der Wählerlisten und Ausweiskarten und die Bereitstellung und Ausrüstung des Wahlraums tragen die Gemeinden, alle übrigen durch die Wahlen entstehenden Kosten trägt die Staatskasse.</p> <p>§ 13. Soweit das Wahlverfahren nicht durch dieses Gesetz festgestellt worden ist, wird es durch Kaiserliche Verordnung (Wahlordnung) geregelt.</p> <p>Die Wahlordnung sowie die Wahlkreiseinteilung (§ 1 Abs. 4) können nur durch Gesetz abgeändert werden.</p> <p>siehe hierzu die Verordnung über die Einteilung der Landtagswahlkreise für Elsaß-Lothringen vom 3. Juli 1911 (RGBl. S. 267)</p> <p>§ 14. Dieses Gesetz tritt mit dem Tage seiner Verkündung in Kraft.</p> <p>Urkundlich unter Unserer Höchsteigenhändigen Unterschrift und begedrucktem Kaiserlichen Insiegel.</p> <p>Gegeben Neues Palais, den 31. Mai 1911</p> <p style="text-align: center;">Wilhelm</p> <p style="text-align: center;">von Bethmann Hollweg</p>	
---	--

Sources :

<http://mjp.univ-perp.fr/constit/de1911alsacelor.htm>

<http://www.contreculture.org/SP%20Constitution%20d'Alsace-Lorraine%201911.html>

http://fr.wikisource.org/wiki/Constitution_de_l%E2%80%99Alsace-Lorraine_de_1911

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat_0769-3206_1996_num_41_1_402950

Plus complet, en allemand :

<http://www.verfassungen.de/de/x/elsass-lothringen/index.htm>